

**ACCORD-CADRE RELATIF A DES PRESTATIONS  
GRAPHIQUES (CREATION GRAPHIQUE ET  
EXECUTION GRAPHIQUE) POUR LA  
COMMUNICATION PUBLICITAIRE, LA  
COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET LES  
DOCUMENTS DE MEDIATION ET D'INFORMATION  
DU PUBLIC DU MUSEE DU QUAI BRANLY –  
JACQUES CHIRAC**

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)  
n°00391**

## SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE.....	3
2.	MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
4.	LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
5.	ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	5
6.	INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE .....	6
7.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
8.	PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	8
9.	OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE.....	12
10.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	13
11.	EXECUTION DES PRESTATIONS : VERIFICATION ET ADMISSION.....	16
12.	MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	17
13.	DISPOSITIONS FINANCIERES .....	17
14.	MODALITES DE REGLEMENT .....	18
15.	PENALITES.....	20
16.	EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	21
17.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE .....	21
18.	ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS .....	21
19.	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE .....	21
20.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	22
21.	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	22
22.	DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	22

# 1. PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE

## 1.1 Présentation générale

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

## 1.2 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations graphiques (création graphique et exécution graphique) pour la communication publicitaire, la communication institutionnelle et les documents de médiation, d'information du public et autres supports du musée du quai Branly – Jacques Chirac dans le cadre de la charte graphique du musée.

**Il est à noter que cet accord-cadre ne comprend pas des prestations relatives à la refonte du logo principal du musée.**

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) précise la description des prestations à effectuer ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

## 1.3 Exception au principe d'exclusivité du titulaire

En principe, le titulaire est le prestataire unique du musée du quai Branly – Jacques Chirac pour l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre. Toutefois, le musée du quai Branly – Jacques Chirac se réserve la possibilité d'avoir recours à un prestataire tiers, pour des campagnes particulières (par exemple, des campagnes à destination de publics jeunes, des campagnes nécessitant la construction d'un message publicitaire, la communication interne, ...)

Ces prestations seront identifiées par la Direction de la communication, prenant en considération la capacité du titulaire à réaliser la mission demandée, tant en termes, d'expertise, de la spécificité de la création demandée, de l'ampleur du dispositif.

Ces prestations resteront très exceptionnelles et ponctuelles et ne remettront en cause, en aucune façon, les compétences graphiques dont dispose le titulaire.

## 1.4 Diversité – Egalité dans les marchés publics

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Femmes/Hommes ».

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

## 2. MONTANT ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire et non-alloti. Il est conclu à prix unitaires uniquement, par référence au bordereau de prix unitaires (annexe 1 de l'acte d'engagement) et exécuté par bons de commande au sens des articles R.2162-2 et suivants du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 400 000 € HT sur toute sa durée, reconductions comprises.

A titre indicatif, le montant estimatif des consommations est de 332 000 € HT par an (estimation non contractuelle).

## 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre prend effet au plus tôt le 8 novembre 2024 (ou à la date de notification du présent accord-cadre si cette dernière intervenait après cette date) pour une durée initiale de douze

(12) mois à compter de sa date d'entrée en vigueur. Il pourra être reconduit tacitement, par la personne publique, jusqu'à deux (2) fois pour la même durée (12 mois).

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de l'accord-cadre. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois.

#### 4. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations objets de l'accord-cadre seront réalisées dans les locaux du titulaire. Les réunions de présentation, de briefs créatifs et les réunions de suivi de chaque projet se tiendront au musée du quai Branly – Jacques Chirac, dont le siège est situé 222 rue de l'Université – 75343 PARIS Cedex 07. Ces réunions seront pilotées par la Directrice de la communication ou son représentant.

#### 5. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations : Il favorise des livraisons éco-responsables, notamment pour l'envoi des cromalins, qu'il regroupera en un minimum d'envoi pour limiter le déplacement de véhicules.  
Dans ses déplacements, au musée du quai Branly-Jacques Chirac ou chez les imprimeurs, le titulaire s'organisera pour éviter de circuler aux heures de pointe, privilégiera le transport groupé des personnes et favorisera les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou transports en commun.
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique.
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés.
- Limiter sa production de papiers, privilégier l'utilisation de papiers recyclés ou issus d'une gestion durable des forêts et de manière générale faire le choix de mise en pages et de mise en forme optimisées réduisant le papier et les encres (recto-verso, limitation gâche...). Dans

ses communications avec les différents interlocuteurs (équipe musée, imprimeurs, agences médias...), le titulaire privilégiera des modes de communication et d'envoi de documents éco-responsables (supports électroniques, outils de partage de documents...).

- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations. Le titulaire intégrera dans son processus d'exécution des prestations une réflexion éco-responsable. Il recommandera au musée des propositions de manière générale éco-responsables, dans la mesure du possible des propositions de papiers recyclés et d'encre végétales.
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Le titulaire adressera son bilan carbone au musée en cas de réalisation de celui-ci.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG-PI, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent accord-cadre

## 6. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

### 6.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac, dont le siège est situé 222, rue de l'Université - CS 60851, 75281 PARIS Cedex 07.

La Direction de la communication de l'établissement public est chargée du suivi et de la conduite de cet accord-cadre.

### 6.2 Titulaire de l'accord-cadre

Le titulaire ou les membres du groupement désignés à l'article 1 ou 2 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre ayant en charge la réalisation des prestations sont désignés dans le présent CCAP sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

### 6.3 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique et aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

**La sous-traitance totale est interdite.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (formulaire DC4) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre, y compris celles qui sont sous-traitées.

En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions des articles 27 et 39 du CCAG-PI.

### 6.4 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-PI sont applicables.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre, à laquelle ces obligations prennent fin et jusqu'à l'exécution complète des bons de commandes pris en application de l'accord-cadre.

## 7. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

Les pièces constitutives du présent accord-cadre sont :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses deux annexes :
  - Annexe n°1 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;

- Annexe n°2 : Demande d'acceptation du ou des sous-traitant(s) et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - La présentation du musée ;
  - La charte graphique ;
  - La cartographie des documents ;
  - La brochure institutionnelle ;
  - L'argumentaire visuel concept de l'exposition Bollywood Superstar ;
  - Le rapport d'activité 2022 ([https://www.quaibranly.fr/fileadmin/user\\_upload/1-Edito/6-Footer/8-Missions-et-fonctionnement/Rapports-activites/RA-MQBJC-2022\\_compressed.pdf](https://www.quaibranly.fr/fileadmin/user_upload/1-Edito/6-Footer/8-Missions-et-fonctionnement/Rapports-activites/RA-MQBJC-2022_compressed.pdf))
  - Brochure de saison 2023-2024 : [https://www.quaibranly.fr/fileadmin/user\\_upload/1-Edito/1-Informations-pratiques/1-Horaires-acces-tarifs/PDF-a-telecharger/Brochure\\_Saison\\_23-24.pdf](https://www.quaibranly.fr/fileadmin/user_upload/1-Edito/1-Informations-pratiques/1-Horaires-acces-tarifs/PDF-a-telecharger/Brochure_Saison_23-24.pdf)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- Le mémoire technique fourni par le titulaire à l'appui de son offre.

Nota : les pièces générales sont contractuelles et réputées connues de chaque titulaire bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du présent accord-cadre.

## 8. PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 8.1 Droit d'utilisation des résultats

Il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, la cession des droits au titre du présent accord-cadre se fait à titre exclusif.

En contrepartie du paiement du prix de l'accord-cadre, le titulaire cède l'ensemble des droits : les droits d'auteur relatifs à l'ensemble des résultats issus du présent accord-cadre (les créations techniques et artistiques conçues et réalisées, notamment les conceptions graphiques, maquettes définitives, photographies, illustrations, logotypes et leurs déclinaisons y compris les documents intermédiaires, à savoir plans, esquisses, spécifications, maquettes, et plus généralement tous produits ou services tels que définis au présent accord-cadre, ou toute autre réalisation concrète, ainsi que tous concepts développés dans le cadre du présent accord-cadre, ci-après dénommés les « Résultats »), et en cède expressément à titre exclusif les droits d'exploitation à l'établissement public. Les règlements effectués au titre de l'article « Dispositions financières » du présent accord-cadre couvrent tous les chefs de rémunération dont le titulaire de l'accord-cadre et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Les droits d'exploitation comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire tout ou partie des Résultats, en l'état ou modifiés pour les besoins de l'accord-cadre.



Les droits patrimoniaux cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte, à titre commercial ou non commercial.

Ces conditions de cession de droits doivent être reprises dans les contrats passés entre le titulaire et ses sous-traitants. Le titulaire fait son affaire d'obtenir des auteurs, développeurs, graphistes, et plus généralement concepteurs, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété intellectuelle précités.

## 8.2 Les droits patrimoniaux cédés

### 8.2.1 Droits de reproduction

Par droit de reproduction, il faut entendre le droit de :

- Le droit de reproduire ou d'enregistrer tout ou partie des Résultats par tous moyens, dans tous formats et sur tous supports, tels que supports papier, pellicules photographiques, photographies en noir et blanc ou en couleur, diapositives, vidéodisques, support magnétique (bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques), support électronique sous format analogique ou numérique, multimédia et selon tous les procédés connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit d'établir ou de faire établir des reproductions de tout ou partie des Résultats en tel nombre qui plaira à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ou à ses ayants droits, autant d'exemplaires, doubles, ou copies en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés ;
- Le droit d'éditer ou de faire éditer tout ou partie des Résultats de ses prestations en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toute forme.

### 8.2.2 Droits de représentation

Par droit de représentation, il faut entendre :

- Le droit de présentation publique, de communication et de mise à disposition de tout ou partie des Résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés connus et inconnus à ce jour, notamment par projection en tous lieux accessibles à tous publics payants ou non, par voie de télédiffusion hertzienne, par onde, câble, ou satellite ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les réseaux sociaux officiels, les sites de partage de contenus du musée du quai Branly – Jacques Chirac et ses partenaires, les sites Internet édités ou coédités par le musée du quai Branly - Jacques Chirac ainsi que sur les sites internet de ses partenaires ou des institutions à caractère culturel), sur des supports ), sur tous les supports analogiques ou numériques, linéaires ou interactifs tels que les vidéocassettes, vidéodisques, CD, CD-ROM, CDI, DVD, produits vidéogrammes, applications mobiles, notamment produits multimédias... (liste explicative non exhaustive) à destination de tous publics payants ou non pour les besoins découlant de l'objet du présent accord-cadre ;
- Le droit de communiquer tout ou partie des Résultats aux partenaires et prestataires du musée du quai Branly – Jacques Chirac et à des candidats sur des consultations futures et à tous prestataires ;
- Le droit de présenter ou faire présenter les Résultats de ses prestations publiquement par projections en tous lieux accessibles à tous publics, payants ou non ;
- Le droit de communiquer au public l'ensemble des reproductions, représentations et adaptations visées au présent article par tous moyens notamment vente, location, prêt, dépôt ou autre procédé de communication au public existant ou à venir.

### 8.2.3 Droits d'adaptation

Par droit d'adaptation, il faut entendre :

- Le droit d'exécuter ou de faire exécuter toutes modifications, corrections, arrangements et déclinaisons des Résultats sur tous supports existants et à venir ;
- Le droit de modifier ou d'adapter les Résultats en fonction des différents supports cités précédemment, ainsi que le droit de traduire en toutes langues, les Résultats.
- Le droit de reproduire et de représenter ou d'autoriser la reproduction et la représentation des Résultats afin de les intégrer à d'autres œuvres réalisées sur tous supports précédemment mentionnés et permettre l'exploitation de tous produits dérivés à des fins scientifiques, culturelles ou commerciales.

### 8.3 Exploitation des Résultats

La cession est consentie pour l'ensemble des modes d'exploitation de l'identité visuelle du musée du quai Branly – Jacques Chirac et notamment :

- Exploitation de l'ensemble des supports de communication, publicitaires, d'affichages, institutionnels, internes, relations publiques, de papeterie, documents d'édition, de médiation, d'information et billetterie dans des usages de relations presse, relations presse, campagne de communication diverses ;
- Exploitation en signalétique sur l'ensemble des espaces intérieurs et extérieurs du bâtiment du musée du quai Branly – Jacques Chirac et au Pavillon des Sessions ;
- Exploitation en signalétique des activités du musée du quai Branly – Jacques Chirac en cas de présentation de ses activités à l'extérieur (bâche, panneaux...) ;
- Exploitation en signalétique de produits d'édition et dérivés de l'édition édités et/ou diffusés par le musée du quai Branly – Jacques Chirac (publication presse, éditions de librairie, produits audiovisuels et multimédia, CD-Rom etc...),
- Exploitation dans le cadre des activités de recherche, d'enseignement, de mise à disposition de la connaissance, des activités pédagogiques et documentaires à titre gratuit ou payant notamment sur les programmes gratuits ou payants destinés au public du musée du quai Branly – Jacques Chirac (audio/vidéoguides, valises pédagogiques, les applications mobiles etc.) ;
- Exploitation en signalétique de l'ensemble des produits vendus par le musée du quai Branly – Jacques Chirac sous son nom, son label, son sigle et/ou sa marque, les plateformes de partages de contenus et les réseaux sociaux du musée du quai Branly- Jacques Chirac et de ses partenaires ;
- Exploitation publicitaire : campagne sur tous médias, presse, télévision, affichage public, réseaux sociaux, site web, ...

Ces modes d'exploitation s'entendent pour l'ensemble des activités du musée du quai Branly – Jacques Chirac et le cas échéant des concessionnaires ou partenaires du musée. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac pourra céder librement les droits sur les Résultats à tout tiers de son choix.

### 8.4 Lieu et durée de la cession

La cession est consentie à titre exclusif pour le musée du quai Branly – Jacques Chirac, à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur des Résultats, pour la durée légale de protection de la propriété littéraire et artistique et ce sans limitation territoriale pour la France et l'étranger.

## 8.5 Garanties

Le titulaire garantit au musée du quai Branly – Jacques Chirac être seul titulaire des droits cédés au titre de l'accord-cadre et garantit en conséquence au musée du quai Branly – Jacques Chirac le libre exercice et une jouissance paisible des droits en question.

Le titulaire garantit ne pas avoir concédé quelque droit que ce soit, à quiconque, sur les Résultats et s'interdit en outre d'exploiter ou de faire exploiter, directement ou indirectement, par un ou plusieurs tiers, avec ou sans modification de quelque nature que ce soit, un, plusieurs ou tous les éléments des Résultats.

Le titulaire s'interdit d'exploiter les Résultats pour le musée du quai Branly – Jacques Chirac et de créer ou de faire créer tout ce qui pourrait en constituer une contrefaçon ou une imitation. Au cas où des contrefaçons viendraient à se révéler il s'engage à apporter au musée du quai Branly – Jacques Chirac son aide et son assistance notamment devant les tribunaux et à relever et à garantir les bénéficiaires de la cession en cas d'éviction et de condamnation.

Au titre de l'accord-cadre, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des travaux produits et particulièrement tous éléments matériels y compris disquettes informatiques, films, maquettes définitives permettant la reproduction et la représentation des créations dans les conditions prévues au présent article.

Le titulaire pourra conserver une copie des travaux produits, mais il ne pourra l'utiliser qu'à titre d'information, de promotion ou de présentation de ses travaux auprès d'autres prestataires. Le titulaire ne fera ni ne permettra quelque usage commercial, à quelque titre que ce soit, d'un, de plusieurs ou de tous les éléments des travaux sans avoir obtenu l'approbation préalable écrite de l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac.

L'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac est habilité à accorder à des tiers tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant par voie de cession, toutes les autorisations de reproduire et de représenter, de publier et d'exploiter, à titre commercial ou non, dans la limite des droits qui lui sont conférés par le présent accord-cadre, de manière directe ou indirecte, les Résultats.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'établissement public toutes demandes qui lui seraient faite par un tiers.

L'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, bénéficiaire de la cession, se réserve le droit d'effectuer les démarches nécessaires à la protection des Résultats, notamment par voie de dépôt de marques et tout autre dépôt qu'il estime nécessaire à la défense de la titularité de ses droits sur les Résultats et ce tant en France qu'à l'étranger.

Le titulaire s'engage à respecter les règles déontologiques eu égard aux études antérieures réalisées par d'autres concepteurs et ayant le même objet.

Le titulaire s'engage à faire figurer les mêmes dispositions relatives à la cession des droits dans ses contrats avec ses sous-traitants.

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre, lorsque des créations lui auront été confiées par l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Il ne pourra les exploiter qu'aux seules fins de l'exécution de ses prestations dans le cadre de l'accord-cadre.

## 8.6 Garantie de propriété

Le titulaire garantit l'établissement public contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs Résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire.

L'établissement public garantit le titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le titulaire ou l'établissement public, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à la résiliation de l'accord-cadre pour faute, nonobstant toute demande de dommages et intérêts.

## 8.7 Restitution des supports

Le titulaire doit restituer à l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, sur simple demande, les supports ayant servi à réaliser les prestations. C'est notamment le cas des plans, études, rapports, croquis, prototypes, échantillons, fichiers numériques, utilisés par le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra utiliser, à d'autres fins que celles de l'exécution du présent accord-cadre, les documents qui lui auront été confiés par l'établissement public. Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre lorsque les créations ont été réalisées ou fournies par l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, qu'il y ait ou non faute du titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

# 9. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCAP et au CCTP.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Il est attendu du titulaire une exigence et un suivi minutieux de l'ensemble des productions graphiques pour garantir un niveau d'excellence constant sur l'ensemble des productions réalisées pour le compte du musée.

Le titulaire s'engage :

- À exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,

- À se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son mémoire technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- À respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- À prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

## 10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objets du présent accord-cadre, sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques et particulières (CCTP).

### 10.1 Modalités de consultation du titulaire

Pour chaque prestation commandée par la Direction de la communication appuyée par un brief ou une demande détaillée par mail, le titulaire établira un devis selon les prix indiqués au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) et le transmettra par mail à la Direction de la communication dans un délai maximal de 24 heures.

Il est entendu que les délais de réalisation énoncés au BPU (partie 1 et 2 du BPU) sont des délais plafonds, à partir de la réception du brief jusqu'à la remise des pistes.

### 10.2 Délais de réalisation et continuité de service

De manière générale, la direction de la communication du musée du quai Branly – Jacques Chirac travaille à flux tendus. Pour les prestations du BPU où ne figurent pas de délai de réalisation et de manière générale, il est attendu de la part du titulaire une forte réactivité, souplesse et disponibilité, par exemple une capacité à livrer des projets d'exécution graphique simples en 24h.

En fonction des besoins, des délais d'exécution pourront être précisés, dans la demande ou le bon de commande.

La direction de la communication établit un planning de production, communiqué au titulaire longtemps en avance. Toutefois pour les commandes urgentes, et qui ne peuvent s'anticiper, il est attendu du titulaire une continuité du service tout au long de l'année. Il informera le musée du quai Branly – Jacques Chirac des périodes de fermeture au préalable et organisera son équipe dédiée pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans la continuité de service, notamment pendant la période estivale et les fêtes de fin d'année.

### 10.3 Suivi de projet

Pour fluidifier la réalisation des prestations avec l'ensemble des acteurs de la chaîne de production graphique composée :

- Les équipes de la direction de la communication du musée du quai Branly – Jacques Chirac ;
- Le titulaire en charge du media planning ;
- Les imprimeurs ;
- Les régies publicitaires ;
- Et le titulaire du présent accord-cadre

Et leur coordination entre eux, le musée attend du titulaire qu'il dispose d'outils de pilotage de suivi de projets simultanés. Il est attendu du titulaire le renseignement et la mise à jour en temps réel de son outil de pilotage de suivi de projets simultanés, de toutes les informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

A réception du projet finalisé et le cas échéant de son cromalin, la direction de la communication valide le BAT au titulaire. Le titulaire peut alors adresser le fichier à l'imprimeur le cas échéant ou au titulaire en charge du media planning ou la régie publicitaire.

A titre d'information, le titulaire actuel en charge du media planning dispose d'un outil de suivi partagé (actuellement Smartsheet) avec le titulaire actuel de la production de prestations graphiques et les équipes de la direction de la communication du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Cet outil permet de partager en temps réel les informations sur la campagne concernée, les spécificités techniques qui y sont associées, les dates de rendu, le contact imprimeur, le contact régie publicitaire et toutes les informations relatives au suivi administratif et comptable (devis, bon de commande, date de paiement, ...).

## 10.4 Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

## 10.5 Conduite des prestations de l'accord-cadre

### 10.5.1 Référent – Interlocuteur privilégié

Le titulaire a désigné dans son offre un « référent » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations et des commandes afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de réception des prestations.

### 10.5.2 Personnel dédié à la prestation

Le titulaire mobilisera une équipe qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'il assure aux différentes étapes de sa mission, ainsi qu'aux conditions et objectifs particuliers de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, si l'un des membres de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir sa prestation, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres (CV à l'appui) dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 10 jours calendaires courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'1 mois pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

### 10.5.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

## **10.6 Confidentialité**

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG-PI, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire de l'accord-cadre, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.



Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-PI, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties à l'accord- cadre.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

## 10.7 Disposition en fin d'exécution

En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux Résultats.

En complément de l'article 42 du CCAG-PI, en fin d'exécution de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause (résiliation normale ou anticipée) ou la partie qui en a pris l'initiative, le titulaire s'engage à, sous un délai maximal d'un (1) mois après la fin de l'accord-cadre :

Restituer au musée du quai Branly – Jacques Chirac l'ensemble des documents et matériel qui auraient été confiés au titulaire pour l'accompagner dans la réalisation des prestations ;

Fournir au musée du quai Branly – Jacques Chirac tous les documents intermédiaires et finaux établis en cours d'exécution.

Fournir au musée du quai Branly – Jacques Chirac l'ensemble des fichiers sources des prestations réalisées pendant l'exécution de l'accord-cadre, compilé dans un disque dur externe.

# 11. EXECUTION DES PRESTATIONS : VERIFICATION ET ADMISSION

## 11.1 Vérification

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, les opérations de vérification se dérouleront de la manière suivante :

- La vérification sera réalisée à chaque remise de livrable attendu, chaque livraison et/ou chaque service réalisé ;
- Le musée dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réalisation de la prestation pour effectuer des réclamations. Cette vérification portera sur l'adéquation entre la prestation réalisée par le titulaire et la description de cette dernière dans le présent document tant au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

Pour chaque prestation réalisation, le titulaire s'engager à adresser au musée du quai Branly – Jacques Chirac une preuve physique de la bonne réalisation de chaque prestation prévue au bon de commande, pour en permettre la vérification par le musée. Ce document (en basse définition) pourra être adressé par mail à l'adresse suivante : [service-fait-dcom@quaibranly.fr](mailto:service-fait-dcom@quaibranly.fr)

Ce document devra mentionner le numéro d'engagement juridique de la commande à laquelle il se rapporte.

## 11.2 Admission

A l'issue des opérations de vérification, le musée prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-PI, le silence de la personne publique durant le délai d'un (1) mois précité, vaudra admission de la prestation.



Les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet seront réalisées conformément aux articles 29.2 à 29.4 du CCAG-PI

## 12. MODALITES D'EMISSION ET D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes sont émis par le pouvoir adjudicateur, et établis sur la base des prix unitaires figurant dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Chaque bon de commande précise la nature des prestations commandées et fixe les durées et dates auxquelles les prestations devront obligatoirement être exécutées.

Les bons de commandes peuvent être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande sont émis par le musée du quai Branly – Jacques Chirac par tout moyen faisant foi.

Pour toute commande du musée du quai Branly – Jacques Chirac, le titulaire accuse réception. Cet accusé de réception de commande vaut engagement du titulaire à fournir les prestations commandées.

Par dérogation à l'article 3.7.2 au CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Les modifications notifiées sous 24 heures donnent lieu à l'émission d'un nouveau bon de commande si le représentant du pouvoir adjudicateur a approuvé les modifications proposées par le titulaire. In fine, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés. Ce délai de 24 heures ne s'applique pas aux commandes présentant un caractère urgent et devant s'exécuter dans un délai plus réduit indiqué au bon de commande.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre,
- Le numéro d'engagement juridique (du bon de commande),
- La désignation des prestations,
- Les prix unitaires, références des prestations indiqués dans le BPU ou des devis présentés conformément au BPU, et les quantités à exécuter,
- Le délai d'exécution des prestations,
- Le montant total hors taxes,
- Les taux et les montants de TVA applicables,
- Le montant total TTC.

## 13. DISPOSITIONS FINANCIERES

### 13.1 Forme des prix

Les prix sont fermes.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois « m0 », qui, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, correspond au mois de remise des offres initiales. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois

### 13.2 Contenu des prix

Conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre tous les frais, charges et sujétions afférent à l'exécution des prestations.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre par commande, notamment :

Les réunions de travail avec les équipes du musée du quai Branly – Jacques Chirac ;

- La gestion du calendrier d'exécution des prestations graphiques ;
- Les frais relatifs aux déplacements des équipes du titulaire au musée du quai Branly – Jacques Chirac ;
- L'ensemble des missions de la prise de brief au BAT ;
- La prise en compte des corrections des équipes du musée du quai Branly – Jacques Chirac dans le cadre de la réalisation des prestations ;
- La recherche iconographique ;
- La relecture des documents (vérification syntaxique et orthographique des contenus) ;
- La cession de droits de propriété intellectuelle ;
- La remise des fichiers à l'imprimeur ;
- Le suivi de conformité ;
- Le cas échéant le calage machine chez l'imprimeur ;
- La remise des fichiers source incluant une version web et documents originaux (HD/BD avec et sans traits de coupe) au musée du quai Branly - Jacques Chirac.

### 13.3 Prix additifs

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-PI, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial pourront être incorporés au BPU après acceptation du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs ne pourra dépasser 5% du montant maximum du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse où, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, une ligne du BPU venait à perdre sa raison d'être en raison de la disparition du besoin ou de l'arrêt de la commercialisation du produit, le prix associé à cette ligne pourra être supprimé ou remplacé. Cette opération sera réalisée dans la limite des 5% du montant maximum de l'accord-cadre prévus ci-dessus.

### 13.4 Application de la TVA

Les prix du présent accord-cadre sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

## 14. MODALITES DE REGLEMENT

### 14.1 Avance

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Conformément à l'article R2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre peut refuser le versement de l'avance. Il fait mention de son choix au sein de l'acte d'engagement.

En application des dispositions des articles R.2191-16 et R.2191-3 du Code de la commande publique, le musée accorde une avance lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le taux utilisé pour le calcul du montant de cette avance est fixé à 5%, selon les modalités prévues à l'article R.2191-7 du code de la commande publique. Le taux est porté à 10% lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise telle que mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance seront précisées dans chaque bon de commande.

### 14.2 Règlement des prestations sur bons de commande

Chaque facture devra se rapporter à un seul bon de commande. Une facture ne peut pas regrouper tout ou partie de plusieurs bons de commande.

Si un bon de commande peut donner lieu à plusieurs factures notamment si la prestation a une durée supérieure à un (1) mois, des acomptes mensuels seront versés au titulaire en fonction de l'avancement des prestations.

Le règlement des prestations commandées intervient à la fin de chaque prestation commandée, une fois les livrables du bon de commande en question validé par le musée du quai Branly – Jacques Chirac. La validation des livrables de chaque bon de commande est formalisée par mail au titulaire ou sur l'outil de pilotage de suivi de projets simultané.

### 14.3 Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Le n° d'engagement de la dépense indiqué au bon de commande : au format EAAAA000XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- Le numéro d'engagement juridique,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA,
- Le montant TTC de la facture,
- Les références de l'accord-cadre.

Ainsi que les informations suivantes :

- La référence du devis,
- La direction ou service du musée commanditaire

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

### 14.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

L'accord-cadre est financé sur le budget du musée du quai Branly-Jacques Chirac. Le paiement des factures sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture le pouvoir adjudicateur, sous réserve de certification de service fait. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de

l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de quarante euros (40 €) pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard.

## 15. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI, les prestations non conformes à l'accord-cadre donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent accord-cadre.

### 15.1 Pénalités pour non-respect du mémoire technique

Le non-respect de l'ensemble des dispositions du mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté.

### 15.2 Pénalité pour retard dans l'exécution et la livraison des prestations

Lorsque les délais contractuels – des prestations prévues en 1 et 2 du BPU, et ceux indiqués dans les bons de commande – sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de deux cents (200) euros par jour calendaire de retard.

### 15.3 Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence non motivée aux rendez-vous auxquels le titulaire est dûment convoqué par le pouvoir adjudicateur, celui-ci subira sans mise en demeure préalable sur ses créances une pénalité forfaitaire égale à deux cents (200) euros par absence.

### 15.4 Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de deux cents (200) euros par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'établissement.

### 15.5 Pénalités pour non-remise des documents relatifs à la sous-traitance

Chaque titulaire est tenu de communiquer l'acte de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne publique, lorsque celle-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de dix (10) jours calendaires courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes de la sous-traitance, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour calendaire de retard.

### 15.6 Cumul des pénalités

Toutes les pénalités ci-avant sont cumulables entre elles mais ne pourront pas dépasser 20% du montant maximum de l'accord-cadre notifié au titulaire

## 16. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 27 du CCAG-PI s'appliquent.

## 17. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI sont applicables.

## 18. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr)

### 18.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

### 18.2 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

## 19. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-PI sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-PI, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

## 20. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-PI, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution de l'accord-cadre, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## 21. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-PI sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

## 22. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le dernier article du présent CCAP ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-PI.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCAP.